

Tribune Socialiste

N° 372 / 16 MAI 1968



LE POINT DE NON-RETOUR

EXCLUSIF

Jacques Sauvageot

Depuis dix jours, la révolte des étudiants a profondément ébranlé les structures de la vieille Université pour déboucher sur une contestation radicale de la société française. Si la population a spontanément manifesté sa sympathie au combat des étudiants et sa révolte contre la répression policière, elle n'a pas toujours saisi exactement l'ampleur du mouvement et de ses objectifs. Nous donnons donc la parole aujourd'hui à Jacques Sauvageot, vice-président de

l'U.N.E.F. en lui demandant de préciser pour « *TS.* » le sens de la lutte étudiante.

* *

*

TS. — *Quelles sont les causes profondes de la révolte étudiante ?*

Jacques Sauvageot. — Il est clair que si la répression policière a été la cause immédiate des manifestations étudiantes de ces derniers jours, le mouvement étudiant éprouvait depuis longtemps un profond mécontentement et un

grand malaise. La répression peut rendre compte de la radicalisation et de l'ampleur de notre mouvement, mais elle n'a été que l'occasion de l'explosion. L'angoisse que les étudiants et les jeunes ressentent en face de leur avenir, les incertitudes que les étudiants éprouvent quant au sens de leur travail à l'Université ont depuis des années créé un lourd malaise.

En fait le mouvement étudiant a toujours plus ou moins consciemment récusé le modèle universitaire qui lui est

imposé ; il a toujours plus ou moins consciemment récusé le modèle de société qui sert de support à l'Université. Il s'agit donc d'un double refus : à la fois d'un certain type d'Université et d'un certain type de société. Jamais cependant la prise de conscience n'avait été aussi nette que maintenant.

Les interventions étudiantes ont toujours pris des formes différentes, plus spontanées, plus radicales, que celles des mouvements traditionnels lancés par les partis politiques. On l'avait bien vu lors de la guerre d'Algérie et le phénomène s'est reproduit à propos de l'agression américaine au Vietnam. Il faut en effet tenir compte de la situation du travailleur étudiant, de son rôle d'intellectuel qui lui donne une indépendance d'esprit, une capacité de création originale, alors que précisément les structures dans lesquelles il vit limitent ses possibilités d'expression. Cette contradiction du système universitaire, créatrice d'un climat explosif, est aujourd'hui plus réelle que jamais.

T.S. — Quelle liaison faut-il établir entre le mouvement français et les mouvements étudiants de l'étranger ?

J. S. — Les mouvements étudiants d'Allemagne, d'Italie et de France sont de même nature et répondent à un type de crise propre aux pays capitalistes avancés. Chaque fois, la cote d'alerte a été atteinte lorsqu'à partir d'une critique des structures de l'Université : système des examens, contenu et finalité de l'enseignement, la contestation a atteint le système social lui-même. C'est à ce moment que partout les gouvernements se sont décidés à frapper. Tel est le processus qui s'est développé en Allemagne à partir de

l'Université critique de Berlin ; c'est aussi d'après ce schéma que s'est développé le mouvement italien, c'est enfin une évolution du même genre qui s'amorçait à Nanterre lorsque la Faculté a été fermée. Dans tous les cas il s'agit donc d'une mise en cause d'abord partielle, mais qui très vite devient globale et idéologique. De ce point de vue, on peut dire qu'il n'y a pas de différence fondamentale avec les mouvements étudiants qui se sont produits dans l'Europe de l'Est et qui traduisent eux aussi le refus d'un certain moule idéologique imposé aux étudiants.

Il n'en est pas moins vrai que le mouvement étudiant en France a connu des caractères qui lui sont propres. Un certain nombre de faits ont retardé l'explosion qui s'est produite chez nous plus tardivement qu'ailleurs : d'abord l'existence du régime gaulliste et du projet cohérent de celui-ci sur l'université : ce gouvernement a paru longtemps assez habile pour éviter les affrontements violents. On a bien vu ces derniers jours que cette attitude variait du tout au tout dès qu'il voyait remis en cause les principes essentiels de la société capitaliste. Il faut aussi remarquer que le mouvement étudiant français est fortement politisé et fractionné ; ce morcellement en petits groupes opposés a incontestablement freiné dans un premier temps la prise de conscience d'une grande partie des étudiants, encore peu politisés ; il a fallu le développement et la radicalisation de l'action pour permettre le dépassement de ces petits groupes et l'unification du mouvement.

Enfin, un phénomène important et propre à la France, réside dans l'existence de l'U.N.E.F. Alors qu'en Italie par exemple il n'existait qu'un

syndicat de type corporatiste qui a été balayé dès le début du mouvement, l'U.N.E.F. elle, parce que depuis des années elle avait su remettre en cause le système de l'enseignement et d'une manière plus générale, la société capitaliste, a pu se trouver en tête du mouvement et a su lui donner une grande ampleur. C'est elle qui a permis le développement du mouvement en province par le rôle, de ses militants dans les A.G.E. ; c'est elle qui en fonction du travail intersyndical établi depuis des mois avec le S.N.E.-Sup, a pu établir la liaison entre les étudiants et de nombreux enseignants, comme avec les lycéens organisés dans les C.A.L. (Comités d'Action Lycéens) ; c'est l'U.N.E.F. enfin qui a symbolisé la lutte des étudiants aux yeux de toute la population dont les marques de solidarité ont été souvent émouvantes. Ainsi le syndicat étudiant a été le courant unificateur de toutes les luttes ; il est aussi le seul qui puisse donner un prolongement à celles-ci.

T.S. — On n'ose plus beaucoup prononcer le nom de « groupuscules ». Que faut-il pourtant penser de ceux-ci ?

J. S. — Je n'ai absolument rien contre les groupuscules ; je critique la ligne politique de certains d'entre eux qui ne leur a pas permis de s'adapter à une situation qu'ils n'avaient pas su prévoir et qui les a empêché de jouer un rôle moteur. Prenons par exemple la F.E.R. (Fédération des Etudiants Révolutionnaires) ou l'U.J.C.-M.L. (marxistes-léninistes) ; s'ils ont des positions différentes, ils se rejoignent dans une commune rigidité qui les a empêché de s'intégrer dans la dynamique du mouvement. Les militants de la F.E.R., le vendredi soir 10 mai, ont déserté le lieu de la bataille,

parce qu'ils jugeaient aventuriste la décision de rester au quartier latin ; c'est pourtant là que s'est produite la bataille décisive et elle s'est produite sans eux. Eux qui pendant des années ont toujours mis en avant des mots d'ordre de débordement des organisations syndicales, n'ont cessé de prôner l'alignement sur les positions des directions syndicales, fort en retrait par rapport aux nécessités de l'heure. On voit à quelles équivoques a conduit cette ligne. De même les pro-Chinois, gênés par un mouvement dont l'ampleur menaçait leur autonomie, n'ont pas su reconnaître le caractère exemplaire du mouvement étudiant puisqu'ils prétendent que seule l'action de la classe ouvrière peut être significative. Ils ont donc été hors du coup, comme déjà à Nanterre.

Toute différente a été l'attitude d'autres groupes politiques comme la J.C.R. (Jeunesse Communiste Révolutionnaire), les E.S.U., le « Mouvement du 22 mars » à Nanterre. Parce que ces groupes ont su comprendre la signification des luttes étudiantes, parce que malgré tout ce qui les sépare, ils possèdent un fond politique commun en ce qui concerne la lutte anti-impérialiste, la lutte anti-capitaliste par exemple, ils ont su s'intégrer dans le mouvement, en être des éléments moteurs et poser de façon valable le problème du prolongement de nos luttes.

T.S. — Il faut tout de même parler de l'U.E.C. (Union des Etudiants Communistes).

J. S. — Il n'y a pas de position propre de l'U.E.C, il y a celle du parti communiste et il faut en effet en parler. Depuis un certain temps de nombreux étudiants pensaient que le P.C. n'était plus un parti

révolutionnaire et que dans la période actuelle, il ne souhaitait pas la remise en cause des structures capitalistes. Le développement du mouvement étudiant a apporté la confirmation de ce jugement. Pendant toute la première partie de notre lutte, les communistes ont été opposés à notre mouvement et nous ont attaqué. Ils n'ont changé d'attitude que quand le mouvement a pris une telle ampleur que le maintien de leur attitude hostile les amenait à être balayés de toute responsabilité, comme cela s'était déjà produit dans de nombreuses A.G.E. de province. Il y a eu alors retournement du parti communiste, mais ce tournant a conservé la forme et non le fond. Le P.C. a axé toute sa campagne sur la lutte contre la répression, en ne mettant en avant que des revendications catégorielles et corporatistes, sans jamais s'attaquer aux structures de l'Université, encore moins à celles de la société. De plus, l'ampleur du soutien qu'il a effectivement apporté dans cette dernière période, a fait craindre à de nombreux étudiants qu'il ne vise qu'à le confisquer pour des intérêts partisans.

T.S. — Que penser de l'attitude du P.S.U. au cours de ces dix jours ?

J. S. — Il est un fait, c'est que le P.S.U. a été la seule force politique française à soutenir dès le 3 mai le mouvement étudiant et à appeler l'ensemble de ses militants à soutenir les mots d'ordre étudiants quelles que soient les formes d'action décidées par le mouvement. Ce choix qu'a fait le P.S.U. l'a distingué des forces traditionnelles, mais il n'est pas suffisant, il ne lève pas les ambiguïtés qui aux yeux de beaucoup pèsent encore sur ce parti et expliquent la défiance

de certains à son égard, comme à l'égard de toutes les forces politiques. Le P.S.U. n'a pas à chercher à être le bénéficiaire de ce mouvement ; il a mieux à faire, confronté qu'il est à une certaine réalité, en s'insérant véritablement dans les luttes contestant radicalement la société capitaliste ; il se doit de trouver les formes qui permettront de résoudre le difficile problème de la jonction des luttes étudiantes avec celles de la classe ouvrière, dans le contexte français d'aujourd'hui. Tel est le choix essentiel qu'a à faire le P.S.U. ; il concerne l'ensemble de ses militants dont je suis.

TS. — Le mouvement étudiant apparaît donc comme remettant en cause les forces politiques traditionnelles. N'y a-t-il pas là un danger d'apolitisme ?

J. S. — Notre mouvement a très vite été amené à remettre en cause le jeu traditionnel des forces politiques dans la mesure où celui-ci n'attaque pas directement la société capitaliste. Nous ne croyons pas qu'une contestation valable puisse s'inscrire dans le cadre du jeu parlementaire, du projet des forces démocratiques. C'est un fait que notre lutte n'a été comprise qu'à partir du moment où nous sommes descendus dans la rue. C'est un fait que nous avons eu conscience au moment difficile de nous battre presque seuls. C'est encore un fait que nous n'accepterons pas de voir les forces politiques tenter de récupérer une victoire qui n'appartient qu'à nous pour renforcer leur opposition au gaullisme au seul bénéfice de la social-démocratie et sans remettre en cause par un choix politique clairement défini la société dans son ensemble.

Il n'y a plus pour notre mouvement aucun danger d'apolitisme ; l'affrontement a

été trop violent ; la prise de conscience trop nette. Certains pourraient être tenté de croire que le mouvement étudiant, porteur en lui-même de son dynamisme, aurait mission de remporter des victoires décisives. Nous savons bien que c'est faux et que nous n'avons remporté qu'une victoire partielle. Nous sommes parfaitement conscients du fait qu'aucun succès décisif ne pourra être gagné sans la classe ouvrière qui est la seule force déterminante. Cela veut dire que le mouvement étudiant, autonome dans un premier temps, ne pourra se développer que s'il résout le difficile problème de sa jonction avec le combat des travailleurs.

TJS. — Mais pratiquement, quelles sont les perspectives actuelles ?

J. S. — On peut tirer trois conclusions de ces journées de lutte. La première c'est que le gouvernement a subi une défaite importante. Pour nous le tournant essentiel s'est situé dans la nuit du 10 mai, lors des barricades sur le boulevard Saint-Michel. Nous avons subi une défaite sur le terrain, mais nous avons remporté une victoire politique et le discours de Pompidou nous en a apporté la preuve le lendemain soir. La seconde conclusion c'est la modification qui s'est opérée au niveau des étudiants et des enseignants : nous ne sommes plus un petit groupe, nous avons derrière nous la majorité des étudiants ; notre degré de contestation et notre niveau de conscience politique ont changé. La troisième conclusion c'est que notre combat est maintenant partagé par de nombreux travailleurs. La grève générale du 13 mai a constitué un pas important vers l'union des Étudiants et des Travailleurs.

Il nous faut maintenant donner

de nouveaux mots d'ordres et fixer de nouveaux objectifs. D'abord nous maintenons l'ordre de grève et nous affirmons qu'il n'y aura pas de reprise des cours et pas d'examens tant que les dernières mesures de répression n'auront pas été rapportées. Nous exigeons l'amnistie pour tous, étudiants et non étudiants, français et étrangers, sans accepter qu'aucune différence soit faite entre nos camarades. Nous savons depuis hier soir que lors de l'attaque du boulevard Saint-Michel, des gaz toxiques C.S. ont été employés contre les étudiants, comme au Vietnam. Nous exigeons que des comptes soient demandés aux responsables.

Tant que nous n'aurons pas satisfaction sur ce point, la grève continuera mais elle s'accompagnera de l'occupation des locaux universitaires. Nous allons nous organiser. Le bureau national de l'U.N.E.F. appelle les militants étudiants à constituer dans chaque Faculté des Comités de lutte ; il convoque pour le jeudi 23 mai une Assemblée générale des représentants des Comités de lutte tant de Paris que de province.

Quand nos revendications seront satisfaites et seulement alors, nous serons prêts, comme nous l'avons toujours dit, à engager la discussion sur le fond. Il va sans dire qu'il ne peut être question pour nous, à un moment ou à un autre, d'accepter un quelconque marchandage occulte dans le cabinet d'un ministre.

L'U.N.E.F. réclame la libre expression politique et syndicale dans toutes les instances de l'Université. Elle souhaite que s'engage partout une discussion publique sur le sens et les formes d'un enseignement critique, sur la jonction qui doit s'établir entre le combat des

étudiants et celui des travailleurs, sur les moyens qu'ont les étudiants de poser le problème d'une transformation des conditions de vie des travailleurs. C'est poser tout le problème de la culture et des connaissances.

L'U.N.E.F. met en cause tout le système des examens. Dans l'immédiat et dès cette année elle propose que leur forme traditionnelle soit modifiée ; que les épreuves soient passées avec les cours et les livres ; que les oraux prennent la forme de travaux en commun ou de discussion en groupe ; que l'examen perde sa forme d'un test unique pour devenir le résultat de tout le travail de l'année. A terme, nous pensons que tous les étudiants doivent obtenir leurs examens et nous nous prononçons donc pour leur suppression. Dès cette année, l'U.N.E.F. se prononce pour le boycott des examens, partout où le rapport des forces le permettra.

L'U.N.E.F. réaffirme son refus intransigeant de toute forme de sélection, que ce soit à l'entrée de l'Enseignement Supérieur - nous posons le problème du bac - que ce soit dans le cours des études supérieures. Nous demandons en revanche le développement d'une formation professionnelle égale pour tous, mettant fin à l'actuelle répartition des étudiants entre cycles courts et cycles longs.

En un mot, c'est à une réforme totale de l'enseignement français que l'U.N.E.F. appelle les étudiants. C'est dire que notre lutte ne fait que commencer.

(Propos recueillis par Rémy Grillaut)